

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 avril 2016

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	60	15

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Agriculture - Convention
d'Intervention Foncière SAFER (CIF)

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <p>▪ Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services par intérim</p> <p>Didier ROSSI</p>

N° Enregistrement : CC.2016.036

Date de la convocation :

Le 05/04/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage en date du **19 AVR. 2016**

de la réception s/Préfecture en date du **28 AVR. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services par intérim

Didier ROSSI

L'an deux mil seize et le 11 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESPE, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Bernard DUBOIS, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER

PROCURATIONS :

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick DULBECCO à Serge AMAR, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LOMBARDO,

La préservation du foncier agricole sur le territoire de la CASA constitue un axe majeur dans la stratégie agricole communautaire approuvée par délibération du 25 juin 2012.

La communauté d'agglomération s'est donc engagée à mettre en œuvre une véritable stratégie d'intervention foncière via plusieurs outils :

- le soutien financier de la CASA aux communes pour l'acquisition de foncier agricole via des fonds de concours ;
- la réalisation d'une étude foncière agricole ayant pour but de définir les espaces à enjeux sur les 24 communes de la CASA ;
- une convention d'animation foncière avec la SAFER afin de permettre la mobilisation de terres agricoles sur notre territoire ;
- une Convention d'Intervention Foncière SAFER mise en place depuis 2013 afin d'affiner notre veille foncière et d'être réactif en cas d'opportunités d'acquisition de foncier agricole ;

Les objectifs de ces actions sont de préserver et de mobiliser les terres agricoles du territoire de la CASA pour l'installation de futurs exploitants agricoles.

Pour la bonne mise en œuvre de ces actions, il est proposé de renouveler la Convention d'Intervention Foncière (CIF) avec la SAFER dont les objectifs sont :

- La mise en place d'une procédure d'intervention par exercice du droit de préemption de la SAFER,
- La mise en place d'un observatoire foncier avec analyse détaillée du marché foncier à partir des DIA sur tout le territoire de la CASA.

Les bénéfices d'une CIF intercommunale sont :

- Une veille spécifique sur des parcelles préalablement identifiées, sur demande de la commune,
- Un service rendu aux communes qui n'ont pas de service foncier ou de veille pour l'information relative aux DIA,
- Un coût pris en charge par la CASA en lieu et place des communes, qui de fait n'ont plus à conventionner individuellement avec la SAFER.

Il est à noter que la CIF constitue un outil d'information et d'intervention utile à la bonne mise en œuvre de la stratégie foncière CASA. Cependant, un conventionnement SAFER ne préjuge en aucun cas des résultats des candidatures communales pour l'attribution de parcelles.

Par ailleurs, il est important de souligner que les aides régionales sont conditionnées à un passage par la SAFER. En effet, une convention de partenariat entre la Région et la SAFER porte sur :

1. la lutte contre la spéculation foncière: prise en charge de la Région du risque financier liée à l'intervention de la SAFER (quand utilisation du droit de préemption avec révision de prix),
2. les aides à l'acquisition de foncier agricole et de ferme agricole (acquisition par voie amiable ou droit de préemption),
3. les aides à la constitution de réserves foncières : prise en charge des frais de portage (frais de stockage + gestion + notariés) pendant une durée maximum de 3 ans.

La CIF SAFER est établie pour une durée de 3 ans.

Le coût de la CIF est calculé forfaitairement en fonction du nombre moyen de DIA sur les 3 dernières années soit 100 sur les 24 communes, ce qui fait un coût de 2 200 euros HT pour l'année 2016. Cette somme est inscrite au budget primitif 2016.

La CIF continuera à courir sur une durée de 3 ans par tacite reconduction sous réserve d'une non augmentation de plus de 5 % du montant annuel.

Une délibération en Conseil Communautaire sera à nouveau prise le cas échéant.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la Convention d'Intervention Foncière entre la SAFER PACA et la CASA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer ladite convention, et tout document annexe nécessaire à sa mise en œuvre,
- d'imputer la dépense sur le compte 611 du service en charge de la politique agricole.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la Convention d'Intervention Foncière entre la SAFER PACA et la CASA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer ladite convention, et tout document annexe nécessaire à sa mise en œuvre,
- d'imputer la dépense sur le compte 611 du service en charge de la politique agricole.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 avril 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE

Entre

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS dénommée ci-après l' « EPCI » et représentée par le Vice-Président Gérald LOMBARDO dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 avril 2016,

d'une part,

Et

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural « Provence-Alpes-Côte d'Azur », Société Anonyme au capital de 2 264 526 €, ayant son siège social Route de la Durance à 04100 MANOSQUE, représentée par son Directeur Général Délégué, Marc WEILL, ci-après dénommée la « SAFER »,

d'autre part,

IL A ETE EXPOSE PUIS CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le foncier fait l'objet aujourd'hui de toutes les convoitises et surenchères.

Les EPCI ont le souci de maintenir et de conforter l'agriculture sur leur territoire et de protéger leur environnement et les paysages ruraux et de maintenir un prix de vente compatible avec une activité agricole et forestière.

La SAFER est titulaire d'un droit de préemption sur les ventes de fonds agricoles ou de terrains à vocation agricole. A ce titre, elle reçoit l'ensemble des DIA (déclarations d'intention d'aliéner) lors de la mise en vente de biens fonciers et elle est en mesure de transmettre, à la collectivité dès réception, des éléments de ces DIA, éventuellement d'intervenir par exercice de son droit de préemption, au prix ou avec contre proposition de prix et de procéder à une analyse détaillée du marché foncier. Elle réalise, dans le cadre de ces activités classiques des opérations à l'amiable.

La SAFER transmet par ailleurs trimestriellement aux communes les DIA (Code Rural art. L 143-7-2 et article L. 141-5, circulaire DGFAR/SDEA/C2007-5008 du 13 février 2007). Cette transmission à posteriori favorise la connaissance par la commune de l'activité foncière sur son territoire, mais ne lui permet pas de solliciter l'intervention de la SAFER en vue de l'exercice de son droit de préemption.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du service que la SAFER peut apporter à la collectivité, à partir de sa connaissance du marché foncier et en complément de la transmission des DIA, et plus particulièrement :

- Etude, faisabilité et mise en place d'une procédure d'intervention à l'amiable ou par exercice du droit de préemption de la SAFER,
- L'utilisation du portail cartographique : « Vigifoncier »
- La mise en place d'un observatoire foncier avec analyse détaillée du marché foncier à partir des DIA.

ARTICLE 2 : Périmètre d'intervention

L'intervention de la SAFER s'exercera sur l'ensemble du territoire de l'EPCI sur lequel la SAFER dispose du droit de préemption.

La collectivité mettra à disposition de la SAFER, dans le cadre de la présente convention, s'ils existent en support informatique numérisé, le PLU et le Plan de protection des risques.

Le périmètre concerne les communes de :

- Antibes
- Bézaudun-les-Alpes
- Biot
- Bouyon
- Caussols
- Châteauneuf Grasse
- Cippières
- Conségudes
- Courmes
- Coursegoules
- Gourdon
- Gréolières
- La Colle-sur-Loup
- La Roque en Provence
- Le Bar-sur-Loup
- Le Rouret
- Les Ferres
- Opio
- Roquefort-les-Pins
- Saint-Paul de Vence
- Tournettes-sur-Loup
- Valbonne
- Vallauris
- Villeneuve-Loubet

ARTICLE 3 : Mise en œuvre de la veille foncière et du droit de préemption de la SAFER

3.1 Veille foncière

Surveillance

Pour la mise en œuvre du droit de préemption de la SAFER, l'EPCI et/ou la commune pourra demander à la SAFER une surveillance spécifique d'un certain nombre de parcelles identifiées par leur désignation cadastrale sur lesquelles elle demande une attention particulière. Dans ce cas, la SAFER alertera l'EPCI, et/ou une des communes membre, si elle reçoit une notification entrant dans le champ de cette veille foncière spécifique.

Information de l'EPCI

La SAFER informe l'EPCI et les communes membres de toutes les transactions dont elle est notifiée, par voie postale ou électronique, dès qu'elle en a connaissance.

Il est rappelé que ces notifications ne doivent pas être affichées en mairie car elles contiennent des données confidentielles.

Portail cartographique

À partir du mot de passe fourni par la SAFER l'EPCI et les communes membres pourront visualiser et spatialiser les notifications reçues en temps réel.

Délai de réponse de l'EPCI

L'EPCI s'engage dans un délai maximum de 5 jours, à alerter la SAFER sur toute transaction entrant dans le cadre des objectifs fixés dans le préambule de la présente convention et ce par simple appel téléphonique doublé d'un fax, courrier postal ou électronique en ses bureaux départementaux.

Personnes ressources

Deux personnes ressources, un élu et un agent administratif pour l'EPCI et pour chacune des communes doivent être désignés avec leurs coordonnées complètes (voir annexe).

3.2 Modalités d'acquisition

3.2.1 Acquisition suite à l'exercice du droit de préemption de la SAFER

Lorsque l'EPCI, et/ou une des communes membres, le demandera dans le cadre de la présente convention, la SAFER réalisera l'enquête d'usage.

L'EPCI, et/ou une des communes membres, pourra demander l'intervention de la SAFER dans le but d'acquérir le bien concerné pour un motif agricole ou environnemental.

La SAFER interviendra par exercice de son droit de préemption, dans le respect des dispositions de l'article L 143-1 et suivants du Code Rural et, le cas échéant, par exercice du droit de préemption avec contre-proposition de prix. Dans ce cas, et pour couvrir le risque des conséquences d'un éventuel contentieux, l'EPCI, et/ou une des communes membres, s'engagera à acquérir au prix qui sera fixé éventuellement par le Tribunal, augmenté des frais SAFER.

La préemption avec contre-proposition de prix représentant un risque financier pour l'EPCI, et/ou une des communes membres, un accord sur la mise en œuvre du dispositif d'aide financière peut être sollicité auprès du Conseil Régional dans le cadre de la Convention entre la SAFER et la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Une concertation entre l'EPCI, et/ou une des communes membres, la SAFER et le « délégué local structures » sera assurée pour chaque opération.

L'EPCI, et/ou une des communes membres, confirmera ensuite, par voie postale ou électronique, sa volonté de voir intervenir la SAFER et fournira une délibération du Conseil Municipal ou du Conseil Communautaire.

La SAFER, avant d'exercer son droit de préemption, proposera à l'EPCI, et/ou à la commune membre, la signature d'un « protocole de candidature effective et de garantie financière » définissant les conditions de l'acquisition projetée ou d'une « promesse unilatérale d'achat ».

Il est précisé que les interventions de la SAFER, lorsque l'EPCI, et/ou une des communes membres, le demandera dans le cadre de la présente convention, et tant en ce qui concerne les acquisitions par préemption que les rétrocessions qui en découlent, sont soumises à l'avis préalable et favorable des Commissaires du Gouvernement.

3.2.2 Acquisitions amiables

L'EPCI, et/ou une des communes membres, pourra solliciter la SAFER afin d'acquérir à l'amiable un ou des immeubles dans un objectif de préservation de l'espace agricole selon les modalités tarifaires décrétées à l'Article 5.

3.3 Modalités de rétrocession

Après exercice du droit de préemption du bien par la SAFER, celle-ci réalisera la publicité légale d'appel de candidature.

L'ensemble des candidatures à la rétrocession sera présenté au Comité Technique Départemental de la SAFER pour avis.

Les parcelles acquises par la SAFER, à la demande expresse de l'EPCI, et/ou d'une des communes membres, pourront être rétrocédées au bénéfice d'agriculteurs exploitants avec le concours éventuel d'un apporteur de capitaux bailleur ou à la collectivité dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental.

L'EPCI, et/ou une des communes membres, s'engage à racheter les parcelles et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an. À cet effet, la SAFER proposera un modèle de bail à l'EPCI, et/ou aux communes membres,

Dans le cas d'une préemption environnementale, sous réserve de l'accord préalable des Commissaires du Gouvernement et de la DREAL, la SAFER proposera à l'EPCI, et/ou aux communes membres, un cahier des charges spécifiques en vue d'une protection à mettre en œuvre.

ARTICLE 4 : Mise en œuvre de l'observatoire foncier

La SAFER fournira à l'EPCI, et/ou aux communes membres, à partir des DIA et des opérations SAFER, une analyse du marché foncier : marché foncier des trois dernières années ; part relative du marché bâti et non bâti ; les acteurs du marché : vendeurs/acquéreurs avec représentation graphique des principales caractéristiques de ce marché.

Cette analyse sera produite et transmise pour chaque année au cours du premier semestre de l'année suivante (N+1°).

La SAFER a réalisé un portail cartographique auquel l'EPCI, et les communes membres, pourront accéder par Internet. La SAFER fournira à l'EPCI et aux communes membres un code d'accès à ce portail permettant de visualiser l'ensemble du marché foncier, du territoire de la collectivité partenaire, issu des données SAFER.

ARTICLE 5 : Eléments financiers

5.1 Rémunération de la SAFER en cas de retrait de vente suite à une préemption avec contre proposition de prix

Lorsque le propriétaire vendeur optera pour un retrait de vente, la collectivité prendra à sa charge les frais de dossier de 500 € HT.

5.2 Prix de rétrocession correspondant aux acquisitions à l'amiable ou par exercice du droit de préemption

5.2.1 Prix de rétrocession hors taxe incluant la rémunération de la SAFER

pour les acquisitions par la SAFER inférieures à 250 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 8% du prix d'acquisition avec un minimum de 500 € + frais de portage éventuels
pour les acquisitions par la SAFER de 250 000 € à 500 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 7% du prix d'acquisition + frais de portage éventuels
pour les acquisitions par la SAFER de 500 000 € à 750 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 6% du prix d'acquisition + frais de portage éventuels
pour les acquisitions par la SAFER de 750 000 € à 1 000 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 5% du prix d'acquisition + frais de portage éventuels
> 1 000 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 4% du prix d'acquisition + frais de portage éventuels

A l'amiable, la SAFER se laisse la possibilité de réaliser, chaque fois que les délais le permettront, la vente sous forme d'acte de substitution afin de diminuer les frais d'actes.

5.2.2 Frais de portage

Les frais de portage s'appliquent sur le prix d'acquisition. Ils comprennent :

- les frais financiers au taux que la SAFER a négocié avec sa banque, soit le taux EURIBOR 3 mois + 0.5% l'an HT
- Les frais de gestion évalués à 1.5 % l'an HT (impôts fonciers, cotisations diverses : eau, MSA, écoulement,...).

Les frais de portage sont calculés pour la période allant du jour du paiement des acquisitions par la SAFER des biens mis en réserve au titre de la présente convention jusqu'au jour des paiements effectifs, soit lors de la rétrocession. Ils seront décomptés en jours calendaires.

Une convention de portage par opération devra intervenir entre la SAFER et l'EPCI, et/ou la commune membre concernée.

Il est expressément convenu que l'EPCI, et/ou la commune membre mettra en place, pour le paiement du prix de rétrocession, la procédure dite rapide, sur certificat du notaire, et conforme aux décrets n° 55-604 du 20/05/1955 et n° 88-74 du 21/01/1988.

5.2.3 Rémunération du service apporté par la SAFER

La rémunération SAFER, dans le cadre de l'observatoire foncier (surveillances, veille foncière, enquêtes éventuelles à la demande de l'EPCI, et/ou des communes membres, analyse du marché foncier ...) sera facturé forfaitairement en fonction de la moyenne des notifications reçues par la SAFER au cours des trois années antérieures à la signature de la présente convention selon le calcul suivant :

Nombre moyen de notifications reçues.....	100
Coût unitaire	22.00 € HT*
Total annuel (nombre moyen X coût unitaire)	2 200.00 € HT

** le coût unitaire s'élèvera à 20 € HT pour un envoi simple (commune seule) et à 22 € HT pour un double envoi (communauté et commune). Ce coût unitaire sera indexé sur l'indice des prix à la consommation (série hors tabac de l'ensemble des ménages).*

ARTICLE 6 : Mode de paiement

Les règlements seront effectués par virement au compte bancaire de la SAFER n° 19106 00841 034 91889000 67, Agence Manosque Entreprise du Crédit Agricole PCA, Route de Sisteron, 04100 MANOSQUE.

ARTICLE 7 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de son caractère exécutoire et sera reconduite par tacite reconduction sans excéder une durée de trois ans.

ARTICLE 8 : Dénonciation de la présente convention

En cas d'impossibilité technique, administrative ou autre, dûment constatée par l'un ou l'autre des signataires, il pourra être mis fin à la présente convention, une autre convention pouvant alors être signée sur de nouvelles bases.

Deux mois avant la date d'échéance de la convention, la collectivité sera informée des conditions financières d'intervention de la SAFER pour une éventuelle reconduction du conventionnement.

Fait en 3 exemplaires, le

Pour la SAFER

Pour la Communauté d'Agglomération,

Marc WEILL
Directeur Général Délégué

Gérald LOMBARDO
Vice-Président délégué au
développement rural et à l'agriculture

ANNEXE

*Référent Administratif**Référent Elu*

COMMUNE D'ANTIBES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE BEZAUDUN LES ALPES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE BIOT	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE BOUYON	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE CAUSSOLS	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE CHATEAUNEUF GRASSE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE CIPIERES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE CONSEGUDES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE COURMES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE COURSEGOULES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE GOURDON	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE GREOLIERES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE LA COLLE SUR LOUP	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DU BAR SUR LOUP	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DU ROURET	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE FERRES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE D'OPIO	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE ROQUEFORT LES PINS	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE LA ROQUE EN PROVENCE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE SAINT PAUL DE VENCE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE TOURRETTES SUR LOUP	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE VALBONNE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE VALLAURIS	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Nom :

Nom :

Tél. :

Tél. :

Email :

Email :

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/04/2016
Numéro : CC.2016.036
Nature : DE - Deliberations
Objet : Agriculture - Convention d'Intervention Foncière SAFER (CIF)
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109487932
Référence envoi : IDF2016-04-28T14-55-44.00
Envoyé le : 28/04/2016
à (TU) : 12h55:55

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/04/2016
Identifiant : 006-240600585-20160411-AOI_5932-DE

Acte reçu

Date : 11/04/2016
Numéro interne : AOI_5932
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Agriculture - Convention d'Intervention Foncière SAFER (CIF)
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160411-AOI_5932-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160411-AOI_5932-DE-1-1_2.pdf